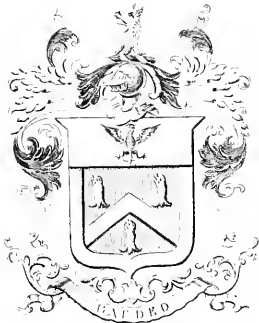




CI CHADENAT
Librairie et papeterie
104, rue de Valenciennes, Paris

A13c



John Carter Brown
Library
Brown University



fait déjà & peut-être même ce qu'il a montré dans un Mémoire qu'il a fait imprimer en France, à la veille du Jugement qui fut rendu contradictoirement contre lui, le 3 Janvier 1784! Il est bien étonnant qu'il n'ait pas produit cet Imprimé foudroyant. Il n'y a pas à espérer qu'il le produise! Il est fâcheux que le naufrage de Mogane prive le Sieur Dumas des exemplaires de ce Mémoire qu'il s'étoit procurés. Il y auroit pû encore quelques moyens précieux.

D'après ce qui vient d'être développé, est-il nécessaire que le Sieur Dumas rappelle qu'il est sans reproches, qu'il n'a jamais eu que deux procès dans la longue carrière de sa vie, qu'il a gagné pleinement le premier, & qu'il a déjà gagné six fois le second? Est-il besoin qu'il expose encore qu'il est plus que sexagénaire, qu'il est père de famille, que sa famille est intéressante, qu'il est ruiné, ses enfans & sa femme PRESQUE SANS PAIN, si une erreur peut le faire succomber dans un procès aussi important pour lui, & que Michaut, ce Michaut qui a crié par-tout que ce vieillard *ne verroit pas la fin de ce procès*, ne peut, en aucune manière, supporter la comparaison? Faut-il qu'il répète que les Sieur & Dame Duzsch ne sont qu'abusés, qu'ils cherchent à s'emparer d'un bien qui ne leur appartient nullement, & qui ne peut leur appartenir? Non sûrement, le Sieur Dumas a pour lui l'intégrité & le cœur paternel des Magistrats: la bonté de sa cause achèvera de décider leur sagesse. Signé, *DUMAS*.

Me. BAUDRY DESLOZIERES, *Avocat*.

Monsieur DE PIÉMONT, Conseiller - Rapporteur.

Au Port - au - Prince, de l'Imprimerie de MOZARD. 1788.

son ex

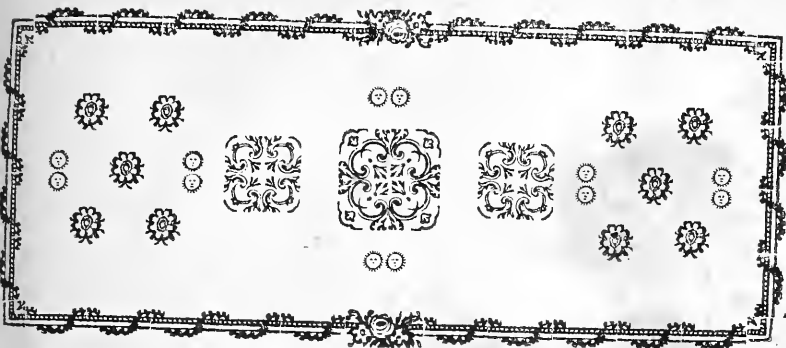
Donnée

au

pro

pe

33153 M. Dubois Me. G * DUBOIS



M E M O I R E

POUR le Sieur DUCHEMIN, Négociant au Port-au-Prince, appellant ;

CONTRE les Sieurs & Dame DUGATZ, représentés par les Sieurs DAUBAGNAC, TRIGANT ET COMPAGNIE, aussi Négocians au Port-au-Prince, intimés.

UN Citoyen honnête, un Négociant dont le crédit & la réputation n'ont jamais souffert la moindre atteinte, peut-il être impunément outragé, calomnié sans une contestation judiciaire purement civile ? C'est ainsi qu'un Tribunal ordinaire, insensible à ses trop justes plaintes, semble l'avoir prononcé, au grand étonnement, sans doute, de tous ceux en qui la passion, et des intérêts particuliers n'auront pas étouffé l'amour du bon ordre & de la Police.

A

F A I T S.

Le Sieur Griot étoit Commis dans la maison Garresché & Billoteau, aux appointemens de 900 liv. Il la quitta pour entrer chez le Sieur Duchemin, il étoit alors âgé de 40 ans & très-valétudinaire. Le Sieur Duchemin s'attacha à lui, & cet attachement lui tint lieu de tout, de capacité, de fanté, de fonds. Le Sieur Duchemin lui donna un intérêt dans sa Société avec la veuve R. Gelin & fils, de Nantes. Il le surprit agréablement quand il le lui annonça; mais comme pour lui ménager une surprise nouvelle & non moins agréable à l'expiration de la Société, il ne lui dit pas quel étoit ce intérêt; & lui, s'abandonnant avec une confiance sans réserve à l'amitié qui dirigeoit ses pas dans le chemin de la fortune, il eût la discrétion de ne le point demander. Il est mort sans le savoir, & c'est à la loyauté, à la franchise, à la bonne foi du Sieur Duchemin qu'on en doit la connoissance aujourd'hui. C'est le Sieur Duchemin qui, après la mort de cet Associé qu'il avoit créé, dévoiant un secret jusqu'alors renfermé dans son cœur, apprit que l'intérêt qu'il lui avoit donné étoit égal au sien, qu'il étoit d'un quart comme celui qu'il avoit conservé pour lui-même.

Ce fut le 31 Décembre 1786 que cette Société expira. Le Sieur Griot n'étoit plus à cette époque, il venoit de décéder en France, où l'avoit conduit le vain espoir de rétablir sa fanté ruinée. Mais on n'avoit

pas encore à Saint-Domingue des preuves légales de son décès, en sorte qu'il ne tenoit qu'au Sieur Duchemin de procéder lui-même, suivant l'usage ordinaire du commerce, à l'inventaire général de la masse sociale. Il crut néanmoins devoir, à raison des circonstances, mettre plus de solennité dans son opération, en faisant intervenir l'autorité judiciaire. Il présenta sa requête, en conséquence, au Sénéchal du Port-au-Prince, & d'après l'ordonnance dont elle fut répondue, l'inventaire fut fait par M^c Loreilhe, en présence du Ministère public. Les Esclaves, les meubles, les ustensiles furent estimés par experts, & les livres de commerce, comprenant toutes les affaires sociales, arrêtés & paraphés.

On a depuis acquis les preuves légales du décès du Sieur Griot, & ses dernières dispositions ont été connues : la Dame Dugatz, sa sœur, légataire universelle pour moitié, le Sieur Duchemin pour l'autre, & de plus son exécuteur testamentaire, tel est le précis de ces dispositions.

Le Sieur Duchemin en demanda l'homologation, d'abord quant à l'exécution testamentaire; il demanda en même temps que l'inventaire dissolutif de la Société tint lieu d'inventaire de la portion du Sieur Griot dans la masse sociale, & qu'il fût seulement procédé à l'inventaire des effets particuliers de celui-ci. Rien n'étoit plus naturel, c'étoit simplifier l'opération & épargner à la succession des frais inutiles.

Malheureusement la Dame Dugatz & son mari avoient choisi pour les représenter les Sieurs Daubagnac, Tri-gand & Compagnie, qui se firent un jeu de le contrarier, jeu cruel qui, sans lui, sans la ferme résistance qu'il opposa, ruinoit la succession & la mettoit en déconfiture. Il fut en effet assigné lui-même pour voir ordonner, non-seulement qu'il seroit procédé à l'inventaire général, mais encore que cet inventaire seroit fait *en présence du Ministère public, & par récolement de celui qui avoit été fait après la mort du Sieur Lilavois.*

Il n'étoit pas possible de rien concevoir de plus extravagant que l'idée d'une pareille opération. Elle eût coûté plus de 80,000 liv. (a) beaucoup au delà de la valeur de la succession; tandis que, d'une part, la présence du Ministère public étoit absolument inutile, toutes les parties se trouvant majeures & présentes, ou représentées; & que, de l'autre, on n'avoit aucun droit de récoiler les biens recueillis par les héritiers Lilavois, que la succession Griot n'avoit contre eux qu'une action simple en payement de sa portion dans le legs rémunératoire de 20 pour cent qui avoit été fait par le Sieur Lilavois, aux Sieurs Duchemin & Griot, conjointement, pour raison des peines attachées à l'exécution de son testament.

On le croiroit difficilement sans le voir, on a peine à le croire, même quand on le voit, l'absurde, la ruineuse demande formée sous le nom des Sieur & Dame

(a) L'inventaire de la succession Lilavois à côté cela, au moins.

Dugatz, triompha de la demande sage, économique du Sieur Duchemin. Malgré les efforts de ce dernier, la sienne fut dédaignée par le premier Tribunal, & l'aure accueillie sans restriction.

Mais sur l'appel, le défenseur des Sieur & Dame Dugatz, se faisant un devoir de reconnoître les vices de cette décision, quant à la présence du Ministère public & au récolement de l'inventaire de la succession Lila-rois, consentit à sa réformation dans ces deux chefs. Il insista seulement sur l'inventaire général, sans égard à celui déjà fait pour dissoudre la Société; & son prétexte fut de dire que les papiers n'avoient point été compris dans celui-ci. Sans doute il avoit oublié que cet inventaire dissolutif avoit été fait conjointement avec lui, en sa qualité de Substitut du Procureur du Roi, & que sans contradiction de sa part, le Sieur Duchemin avoit déclaré *que les différentes opérations & affaires qui étoient faites dans la maison depuis le 1^{er} Janvier 1784, est-à-dire pendant tout le cours de la Société, étoient exactement & fidèlement portées dans les livres qui venoient être inventoriés, arrêtés & paraphés.* Sans doute il ne réfléchissoit pas, qu'ayant jugé lui-même cet inventaire suffisant pour dissoudre la Société, & servir de base au partage des effets sociaux, suite nécessaire de la dissolution, il y avoit de l'inconséquence à prétendre ensuite qu'il étoit insuffisant pour déterminer la part qui devoit revenir à la succession Griot. Quoiqu'il en soit, la Cour, en réformant la sentence touchant la présence du Ministère public, & le récolement de la

succession Lilavois, adopta sa disposition touchant l'inventaire général.

Cet inventaire fut fait. Le Sieur Duchemin obtint ensuite du Sénéchal une ordonnance sur requête, qui l'autorisoit à faire vendre par le premier Huissier, les meubles, les effets, & les Nègres sociaux. Il annonça cette vente dans les Affiches Américaines pour le 2 Décembre dernier. Les représentans des Sieur & Dame Dugatz devoient être absens ce jour-là, ils le prièrent de la renvoyer à un autre jour, & il voulut bien leur donner cette satisfaction. Il faut voir comment ils ont répondu à son honnêteté.

La vente fut renvoyée au 4 Janvier, le Public fut averti par la voye des Affiches Américaines, & furent sommés eux-mêmes d'y assister & d'y faire trouver des enchérisseurs. Cette sommation étoit précédée d'une copie de l'Ordonnance du Juge & de la requête sur laquelle elle avoit été rendue. Ainsi, bien prévenu par-là des objets sur lesquels la vente devoit s'étendre, il étoit tout simple, s'ils avoient quelques moyens de disposition à présenter, qu'ils le fissent sur le champ. Mais moins occupés de l'intérêt de leurs constituans, que de plaisir de vexer le Sieur Duchemin par une contradiction d'autant plus piquante à leurs yeux, qu'elle auroit un plus grand nombre de témoins, ils gardèrent le plus profond silence. Enfin, le jour indiqué arrive, le tambour reveille le souvenir de l'avis inséré dans les Affiches, les enchérisseurs accourent, on commence

vente des meubles, la foule augmente; alors paroît le
 Daubagnac, l'un des représentans des Sieur & Dame
 Dugatz, il perce avec peine jusqu'à l'Encanteur, il l'in-
 terrrompt, & déclare qu'il s'oppose, en sa qualité, à ce
 que les Nègres soient vendus, qu'il entend qu'on les
 vende à la Barre du Siège. Le Sieur Duchemin, fer-
 mant les yeux sur le procédé, tente vainement de sub-
 juguer cet homme par la raison; il lui fait remarquer
 le grand nombre d'enchérisseurs dont sa maison se trouve
 remplie, il en conclut qu'on ne peut rien gagner à
 renvoyer la vente des Nègres à la Barre, qu'on ne
 peut même qu'y perdre, les prix d'adjudication devant
 nécessairement diminuer, à cause du droit de deux pour
 cent & des frais à la charge de l'adjudicataire, qui cal-
 cule tout; mais il ne fait que frapper l'air. On ne s'étoit
 pas porté à cette démarche bien méditée, pour en recon-
 noître publiquement la légèreté; on insiste, on s'opi-
 nâtre, & le Notaire donne acte de l'opposition & de
 la réponse, & renvoye les parties à se faire régler.

Demande en main-levée de cette opposition de la part
 du Sieur Duchemin; on soutint la gageure. Le premier
 tribunal fut frappé de l'entêtement qu'on y mettoit,
 mais il se crut maîtrisé par la demande formée sous le
 nom des Sieur & Dame Dugatz, toute contraire qu'elle
 étoit à leurs intérêts. En conséquence, il ordonna, *vu*
sur requisiuion, que les Nègres dependans de la Société fûs-
sent vendus à la Barre du Siège, qu'ils y seroient ven-
us, & que les parties se rapprocheroient chez leurs
procureurs pour convenir des clauses à insérer dans la
charte-bannie; les dépens pris sur la chose.

Appel, Arrêt confirmatif. Le Sieur Duchemin croit pouvoir le dire avec assurance : en prononçant cet Arrêt, la Cour obéissant à la rigueur des principes, dût éprouver la même sensation que le premier Tribunal.

Cependant le Procureur qui avoit occupé jusque pour les Sieur & Dame Dugatz, donne sa démission, le rapprochement des parties *chez leurs Procureurs*, pour dresser la carte-bannie, devient pour lors impossible. Le Sieur Duchemin prend un parti simple & qui ne blesse les droits de personne, il dresse seul la carte-bannie, & la fait signifier aux adversaires. Elle comprend les clauses d'usage ; mais s'il en étoit quelqu'une qui leur déplût, s'ils désiroient qu'il en fût ajouté quelque autre, il ne tenoit qu'à eux de s'en expliquer par un acte extrajudiciaire, ou bien encore le nouveau Procureur qu'ils constituèrent le même jour, pouvoit se transporter en l'étude du Procureur du Sieur Duchemin, proposer ses observations & tout se fût arrangé. On conviendra que *dresser de concert* la carte-bannie ou la *rectifier de concert*, c'étoit également remplir le vœu de la chose jugée. Il n'en fut pas ainsi ; point de réponse de la part des adversaires, & leur Procureur ne fit aucun mouvement : le silence des uns, l'inaction de l'autre, sembloient annoncer un acquiescement, une approbation sans réserve ; mais on l'entendoit tout autrement. Fidèle au plan de contradiction qu'on s'étoit formé, dès la première publication de la carte-bannie, on arrête le Sieur Duchemin par une opposition qu'on ne peut motiver.

tive pas. Il fait une sommation d'en déduire les
 motifs; deux jours s'écourent sans qu'on daigne lui ré-
 pondre, & l'opposition subsiste toujours. Il est con-
 vaincu de recourir de nouveau à l'autorité judiciaire pour
 obtenir la main-levée; il forme sa demande, & l'on
 répond par une requête, où presque chaque mot est
 un outrage pour lui. On l'y qualifie *d'esprit processif*,
 lui suppose *une intention bien marquée de nuire*; on
 dit que lorsqu'il fut question de procéder à l'inven-
 taire des biens de la succession Griot, il s'y opposa parce-
 qu'il avoit, sans doute, des raisons particulières qu'on ne
 chercha point à approfondir, mais que la Cour sut démêler
 par ses vues, & confirma la sentence qui l'ordonnoit; qu'il ne
 se découragea pas, qu'aussi constant dans ses spéculations
 que ferme dans le plan qu'il avoit conçu de faire éprouver
 à la Dame Dugatz toutes sortes de difficultés, il parvint
 à surprendre une Ordonnance qui l'autorisoit à faire ven-
 dre, par le premier Huissier requis, les meubles, effets
 & Nègres dépendans de la succession. « Nous ne nous
 permettrons, ajoute-t-on, aucune réflexion sur le
 motif qui déterminoit l'adversaire à provoquer une
 vente, en quelque sorte *clandestine*, des Nègres de la
 succession; avoit-il dessein de *préjudicier* aux inté-
 rêts de la Dame Dugatz? Vouloit-il *s'approprier* des
 Esclaves à talens, dont il connoissoit la valeur réelle?
L'enigme seroit facile à deviner ». Parlant ensuite de
 l'apel que fit le Sieur Duchemin de la sentence qui,
 sur la réquisition des Sieur & Dame Dugatz, ordon-
 na que la vente des Nègres sociaux se feroit à la Barre
 du Siège, on dit qu'il ne l'eut point interjetté, s'il n'a-

voit eu l'intention de *frustrer* la Dame Dugatz du bénéfice de la succession & *d'éterniser* la contestation. Enfin on prétend, contre la vérité, que le Procureur des & Dame Dugatz *prévint* celui du Sieur Duchemin, voulut s'entendre avec lui pour prendre jour & heure & l'on termine ainsi : « l'intention de l'adversaire » donc manifeste, il ne vouloit donner *aucune connoissance* à la Dame Dugatz des clauses de la *car* bannie ». Au fond nul motif articulé pour justifier l'opposition, nul autre du moins que celui pris de que le Sieur Duchemin, entraîné par les circonstances s'étoit écarté de la *leure* de la Sentence. Cependant ne se contente pas de demander l'exécution *littérale* cette Sentence ; on veut, non-seulement, que la *car* bannie soit dressée en commun, mais encore que la vente soit faite au nom de toutes les parties ; prétention bizarre, incompatible avec les doubles fonctions du Sieur Duchemin, à la fois chargé & de l'exécution testamentaire du Sieur Griot & de la liquidation de la Société ; prétention injuste, qui devoit conduire au double de toucher concurremment les prix d'adjudication devenus par leur nature à liquider la Société.

Il est inutile de rappeler les moyens qu'opposoit le Sieur Duchemin à cette demande. Il suffit de dire que d'autant plus sensible aux outrages qu'on lui avoit fait subir, qu'ils étoient peu mérités, il forma une demande incidente, tendante à la suppression de l'écrit, & de défenses de récidiver, & dix mille livres de dommages intérêts, applicables, de son consentement, à la gloire de Providence.

La cause en cet état portée à l'audience, on y lit par forme de plaidoirie, pour les Sieurs & Dame Duchatz, le libelle déferé par le Sieur Duchemin, & l'on se ajoute que tous les traits injurieux qu'il renferme, sont des *vérités*, qu'on a pu dire fortement & avec énergie; on pousse l'indécence jusqu'à prétendre que, déjà inculpé en la Cour dans une précédente instance, le S^r Duchemin pouvoit être impunément outragé! quelle leçon pour le premier Tribunal! mais elle lui a échappé. Après avoir ordonné qu'une nouvelle carte-bannie seroit dressée par les Procureurs respectifs des parties, pour être procédé, par le Sieur Duchemin seul, à la vente & adjudication des Nègres, dépens compensés, il *déboue* les parties du surplus de leurs demandes.

Inconcevable chef de décision, qui, d'après les principes affichés dans une plaidoirie publique, ne laisseroit au Sieur Duchemin, si elle pouvoit être confirmée, que l'affligeante alternative de courber honteusement sa tête, tant qu'il vivroit, sous les traits de la méchanceté, ou de se venger lui-même au gré de son ressentiment!

Et ne soutient-on pas actuellement en la Cour qu'il a eu tort de se plaindre, puisqu'il ne s'est pas plaint des écrits signifiés les 27 Février & 28 Mars 1788, dont la requête déferée n'est qu'une foible analyse! N'a-t-on pas le front de dire que, *s'il eût voulu examiner de sang froid SA CONDUITE*, il auroit reconnu que les expressions de cette requête étoient fort *MÉNAGÉES!* & sans doute pour en donner une preuve qu'on auroit vainement cherchée

ailleurs, ne renchérit-on pas sur cette requête, en supposant, d'une manière plus précise encore, qu'il n'avoit pas provoqué la vente dans la maison sociale, que pour *dégoûter les enchérisseurs & se faire adjuger à vil prix, sous un nom emprunté, des Nègres à talens!* ne l'accuse-t-on pas de ne plaider encore aujourd'hui que pour *prolonger ses jouissances & profiter du travail des Nègres!*

M O Y E N S.

L'injure doit être sévèrement réprimée; l'impunité brise le lien social, elle rend à l'individu outragé le droit de se venger lui-même; & l'exercice de ce droit qui ne connoît point de bornes, qui du moins n'en connoît d'autres que celles de la sensibilité, de l'amour-propre ou de l'orgueil, peut conduire aux plus grands excès aux crimes les plus affreux.

Nous avons des Loix sages qui assurent à tous les Citoyens une vengeance proportionnée à l'injure; il ne s'agit que d'en maintenir la rigueur salutaire; le premier Tribunal n'a-t-il pas manqué à ce devoir essentiel?

On ose prétendre que non, on ose dire que le Sieur Duchemin n'a point reçu d'injure; eh quoi! qualifie-t-on quelqu'un *d'esprit processif*, lui imputer une *intention bien marquée de nuire*, supposer de sa part une *opposition à un inventaire* dans des vues dont une reticence maligne fait suspecter l'honnêteté; l'accuser d'avoir provoqué une vente, en quelque sorte *clandestine*, appeler le soupçon sur sa tête, à raison des *motifs* qui le faisoient agir; faire entendre que son dessein étoit de *préjudicier aux*

intérêts d'un tiers, son co-légataire, & de *s'approprier* des esclaves à talens dont il connoissoit la valeur; dire qu'il a voulu *frustrer* ce tiers du bénéfice de la succession, & pour cela, ne lui *donner aucune connoissance de la carte-bannie*; quoi! ce ne sont pas là des injures? malheur à qui pourroit le penser! A quel point de dépravation ne seroit pas parvenu celui qui croiroit pouvoir, sans être en droit de s'en plaindre, devenir l'objet de ces qualifications, de ces soupçons, de ces imputations! comme il devroit être vil à ses propres yeux!

Ce n'est pas ainsi non plus qu'on l'entend. On ne dit pas que ces imputations, ces qualifications, ces soupçons n'ayent rien d'injurieux en soi; mais ce qui est mettre le comble à l'outrage, on se permet de dire qu'ils n'ont rien d'injurieux relativement au Sieur Duchemin. C'est ce que signifie proprement, ce qu'ils n'ont pas craint d'écrire en la Cour, *que s'il eût voulu de sang froid examiner sa CONDUITE, il eût reconnu que les expressions de la requête étoient fort MÉNAGÉES.*

FORT MÉNAGÉE! . . . il faut se contenir, la modération du Sieur Duchemin doit égaler, s'il se peut, l'audace de ses adversaires. Il faut s'attacher à prouver que, loin d'être ménagées, ces expressions ne sont pas seulement injurieuses, mais que l'injure est fautive & dégénére en calomnie.

En premier lieu, comment a-t-on pu qualifier le Sieur Duchemin *d'esprit processif*? (b) Il n'a fait que se défendre contre les attaques livrées, contre les incidens levés sous le nom des Sieur & Dame Dugatz, & l'on

a vu qu'il l'a fait utilement pour ceux-ci, lorsqu'on sacrifioit leurs intérêts, en provoquant un récolement d'inventaire ruineux & en y appelant le Ministère public dont la présence étoit absolument inutile. Auroit-il mérité cette qualification pour avoir demandé que l'inventaire dissolutif de la Société Duchemin, Griot & Compagnie, tint lieu d'inventaire de la portion du Sieur Griot dans la Société, & pour avoir résisté à la vente judiciaire des Nègres sociaux? Il a succombé, à la vérité, dans ces deux points. Mais d'abord sa défaite a été amplement compensée par ses succès dans les deux premiers, bien autrement importans. Ensuite, l'erreur est le partage de l'humanité, & quand les Loix elles-mêmes se contrarient, quand la jurisprudence de Tribunaux n'est point uniforme, quand les Jurisconsultes sont divisés d'opinions, l'erreur d'un Négociant doit-elle lui valoir des injures? Enfin, jamais erreur fut-elle plus excusable que celle du Sieur Duchemin, croyant de bonne foi que l'inventaire dissolutif de la Société tout récent & dirigé par un Jurisconsulte qui remplissoit les fonctions du Ministère public dans cette opération, & dont il n'avoit garde de suspecter ni les lumières ni la mémoire, pouvoit dispenser d'un nouvel inventaire pour tout ce qui, dans cette Société, devoit revenir à la succession? Et quant à la vente des Nègres

(b) La narration des faits prouve assez que cette qualification ne convient pas au Sieur Duchemin. Le lecteur jugera si elle ne conviendrait pas infiniment mieux aux adversaires & pour son instructon, il ne faut pas lui laisser ignorer qu'ils ont été naguères déboutés, à dépens, d'une demande en reddition de compte d'exécution testamentaire formée contre le Sieur Duchemin, avant l'expiration de l'année fixée par la Coutume. Il ne faut pas lui ignorer non plus que le Sieur Duchemin avoit eu autrefois pour associé le Sieur Debaig, que cet associé étant mort, il a terminé sans procès & sans querelle avec les héritiers. Il est vrai que ceux-ci avoient pour représentant un Négociant aussi juste qu'éclairé, le Sieur Laffalle, associé du Sieur Lerebourse, père.

sociaux, n'est-il pas suffisamment justifié, & par l'usage du commerce en général & par les regrets qu'ont témoignés les Magistrats subalternes & supérieurs en consacrant l'aveugle prétention des adversaires? Son apologie, en un mot, ne se trouve-t-elle pas dans l'économie qui devoit résulter évidemment de sa demande, d'une part, & de sa résistance, de l'autre.

En second lieu, sur quel prétexte a-t-on pu lui supposer *l'intention de nuire*? Il est démontré qu'il a fait le bien des Sieur & Dame Dugatz, même malgré eux, ou plutôt malgré leurs représentans, en écartant le Ministère public de l'inventaire de la succession Griot, & en s'opposant au récolement de l'inventaire de la succession Lilavois. Il est démontré qu'il n'a pas tenu à lui de pousser plus loin le bien qu'il vouloit leur faire, en leur épargnant les frais d'un nouvel inventaire de la Société, & ceux d'une vente judiciaire des Nègres sociaux.

En troisième lieu, n'est-il pas affreux que, pour lui prêter des vues coupables sur lesquelles on n'affecte une réticence maligne, qu'afin de donner une libre carrière à l'imagination, on se permette de dire qu'il s'est opposé à *l'inventaire* de la succession Griot, quand il est certain au contraire qu'il a été le premier à *demandeur* lui-même que cet inventaire fût fait, quand il est certain que son opposition portoit uniquement sur la forme compliquée qu'on vouloit lui donner, sur la présence du Ministère public, sur le récolement de l'inventaire de la succession Lilavois, & sur la description des objets dépendans de la Société Duchemin, Griot & Compagnie, qu'il croyoit

suffisamment décrits par l'inventaire dissolutif de cette Société ? & comment peut-on ajouter que la sentence qui ordonnoit cet inventaire, fut confirmée par la Cour, qui avoit démêlé ses vues, quand les pièces établissent qu'il n'avoit point attaqué la sentence dans ce chef provoqué par lui-même, qu'il ne l'avoit attaquée que dans les trois autres relatifs à la forme, & qu'elle avoit été *infirmée* dans les deux principaux, dans ceux dont l'exécution devoit absorber l'émolument de la succession, & au-delà ?

En quatrième lieu, vit-on jamais de reproche plus déplacé que celui qu'on lui fait d'avoir provoqué une vente en quelque sorte *clandestine* ? N'est-ce pas bien nommer une vente *autorisée par Justice, annoncée dans les Affiches Américaines, dénoncée aux parties intéressées ; une vente à la chaleur des enchères, au son du tambour !* N'importe, on ne part pas moins de cette clandestinité, supposée en dépit du sens commun, pour livrer le Sieur Duchemin aux conjectures les plus malhonnêtes ; & cette fois, de peur de méprise, on fixe les esprits sur ces conjectures, en se demandant à soi-même, s'il avoit dessein de *préjudicier* aux intérêts de la Dame Dugatz, s'il vouloit *s'approprier des Esclaves à talens dont il connoissoit la valeur réelle*. On va plus loin encore ; pour annoncer qu'on n'a personnellement aucun doute à cet égard, qu'il n'est pas permis d'en avoir, on ajoute que *l'énigme seroit facile à deviner*. Quel acte indifférent, quel acte honnête même, après cela, pourroit en telles mains, ne pas prendre le vernis du crime ?

En cinquième lieu, n'est-ce pas l'outrager gratuitement encore, & d'une manière qui répugne au bon sens,

que de l'accuser de n'avoir eu d'autre intention, en appelant de la sentence qui ordonnoit la vente judiciaire des Nègres sociaux, que de frustrer la Dame Dugatz du bénéfice de la succession? (c) Eh, comment eut-il pu

(c) Cette inculpation & la précédente sont bien gratuites. En effet, le Sieur Duchemin avoit offert, dès le mois de Janvier 1787, conformément à l'estimation qui en avoit été faite au plus haut prix par trois Experts, dans l'inventaire dissolutif de Société, favoir : pour les meubles 13,995 l. " f. " d.
& pour les Nègres 30,100 " "

TOTAL sans frais 44,095 " "

On le refusa : dix-huit mois après, les meubles n'ont été vendus que 12,534 l. 2 f. 6 d.
& les Nègres que 31,850 " "

TOTAL 44,434 2 6.

Il y a perte, comme on voit, sur les meubles. Au premier coup d'œil, il semble qu'il y ait bénéfice sur les Nègres. Mais il faut considérer qu'il n'y en avoit de vieux, qu'ainsi point de dépérissement; qu'il y en avoit de 15 ans qui ont augmenté de valeur avec l'âge; qu'il y en avoit d'apprentis Tonneliers qui sont devenus ouvriers; & qu'enfin les Nègres en Janvier 1787 se vendoient à bord 2200 à 2400 liv. & qu'ils se vendent actuellement 2700 liv. Ainsi la perte est réellement plus considérable encore sur les Nègres que sur les meubles.

Il faut au surplus distraire sur le produit total de la vente,

Pour le nouvel inventaire des meubles & des Nègres	578 l. " f. " d.	}	3,473 5. "
Pour frais de la vente des meubles	755 " "		
Pour frais de la vente des Nègres, & procédure en défendant, relative à l'inventaire & à la vente	2140 5. "		
Frais de la Dame Dugats, <i>Memoire</i> . " "			

PRODUIT NET 40,960 17 6.

Perte effective sur le montant des offres du Sieur Duchemin 40,960 17 6.
3,134 2 6.

Et voilà comme le Sieur Duchemin entend *préjudicier*! voilà comme il entend *frustrer*! Il est vrai qu'on a eu le plaisir de voir vendre à l'encan son lit, l'armoire qui contenoit les papiers de la Société, le coffre qui en renfermoit les fonds, la table sur laquelle il écrivoit, & jusqu'à son écritoire. Ce traitement n'est pas ordinaire, on en conviendra, dans des dissolutions de Société, envers ceux qui sont chargés de la liquider.

avoir cette intention ? Que la vente se fit dans sa maison, ou qu'elle se fit à la Barre du Siège, n'étoit-elle pas également publique ? n'étoit-elle pas garantie par le même appareil, par les mêmes formalités ? La seule différence entre ces deux espèces de vente, c'est qu'en vendant chez lui, le Sieur Duchemin évitoit les frais considérables qu'entraîne la vente à la Barre. Tel fut aussi l'unique motif de sa résistance, qui d'ailleurs étoit fondée sur l'usage du Commerce.

En sixième lieu enfin, après avoir prétendu que le Procureur des Sieur & Dame Dugatz avoit *prévenu* celui du Sieur Duchemin, & voulu prendre jour pour dresser de concert la carte-bannie, assertion fautive & mensongère, n'est-il pas absurde d'en conclure que *l'intention du Sieur Duchemin étoit manifeste, qu'il ne vouloit donner AUCUNE CONNOISSANCE* à la Dame Dugatz des clauses de la carte-bannie, lorsqu'il avoit *signifié* cette carte-bannie six jours auparavant ?

Tout est donc faux, tout est calomnieux dans les expressions & dans les réticences injurieuses prodiguées au Sieur Duchemin. Dire que ces expressions comparées à *sa conduite sont fort ménagées*, qu'elles n'ont rien d'injurieux pour lui, c'est aggraver l'outrage, la calomnie ; & l'écrivain téméraire qui renferme cette proposition, mérite bien de partager le sort de l'écrivain fait en première instance & de doubler la peine pécuniaire.

Mais il le mérite à d'autres titres encore. Le Sieur

Duchemin a déjà fait remarquer qu'il renchérissoit sur celui-ci, en essayant de le justifier. Mais s'il renchérit en injures, il renchérit aussi en absurdités; d'après ce qui a été dit sur la prétendue clandestinité de la vente provoquée par le Sieur Duchemin, l'imputation faite en propres termes à celui-ci de *n'avoir voulu faire procéder à la vente chez lui, que pour dégoûter les enchérisseurs & se faire adjuger à vil prix, sous un nom emprunté, des Nègres à talents*, est d'une ineptie démontrée, d'une calomnie manifeste.

Mais que penser de cette autre imputation *qu'il ne plaide encore aujourd'hui que pour prolonger ses jouissances & pour profiter du travail des Nègres*, tandis que, d'une part, il n'a appelé de la Sentence du Juge que dans le chef qui a rejeté sa demande incidente en réparation d'injures, & que de l'autre, la Sentence a été sur le champ exécutée au principal, & la vente des Nègres effectuée?

Faut-il combattre maintenant l'étrange fin de non recevoir prise de ce que, dans une autre instance, on a injurié le Sieur Duchemin sans qu'il s'en soit plaint? On prétend en la Cour que l'écrit injurieux qui a provoqué ses plaintes, n'est qu'une foible analyse de ceux qui furent faits dans cette autre instance.

Mais, 1.^o le seul que connoisse le S^r Duchemin (l'autre s'est égaré sans doute dans le cabinet de l'Avocat qui le défendoit alors) n'est pas, à beaucoup près, aussi injurieux que celui dont il demande justice; la Cour s'en convaincra, il est produit au procès.

2.^o Le Sieur Duchemin ne le connoit que depuis qu'on s'en fait une exception contre les plaintes. S'il l'eût connu dans le temps, il n'en eût pas fait grace à ses auteurs.

3.^o Si les plaintes avoient cet écrit pour objet, & pour objet unique, à la bonne heure encore qu'on lui opposât son silence comme une sorte de rémission tacite. Mais les plaintes portent sur un écrit récent; & loin que la rémission s'étende à ce dernier, elle en rend, au contraire, l'injure plus faillante & plus grave. Celui qui se livre aux outrages pour la première fois, est bien moins coupable, sans doute, que celui qui récidive, mais surtout il l'est bien moins que celui qui, abusant d'un premier pardon, revient à la charge. Le nouvel outrage, dans ce dernier cas, fait revivre l'ancien; celui-ci en effet n'a été remis que sur un repentir apparent ou présumé. Or, la récidive excluant toute idée de repentir, détruit aussi dès-lors toute idée de pardon. L'effet ne peut pas survivre à sa cause.

Tel est donc le sort des adversaires, d'aggraver l'injure par les efforts mêmes qu'ils font pour la justifier.

Mais ce qui lui donne encore un nouveau caractère de gravité, c'est la qualité des parties. C'est en effet au nom de sa sœur, c'est au nom du beaufrère du Sieur Griot qu'elle est faite, & à qui? au meilleur ami du Sieur Griot, à son bienfaiteur, à celui qui le prit pour associé quoiqu'il n'eût ni capitaux ni industrie, ni santé;

l'homme honnête qui ne s'étant jamais ouvert, pas même à lui, sur la quotité de l'intérêt qu'il entendoit donner, maître par conséquent de réduire sa succession à l'intérêt le plus modique, n'a pas hésité à déclarer qu'il lui avoit destiné, en l'associant, un intérêt égal sien !

On n'a rien à dire sur cet acte de probité, mais on refuse de croire que le Sieur Griot n'ait dû son association qu'à l'amitié généreuse du Sieur Duchemin : eh ! on fait au Sieur Duchemin cette incredulité affectée ou sincère ? Il fait fort bien que l'idée d'un bienfait gratuit n'est pas à la portée de tout le monde. Les hommes sont diversément organisés. Mais restent les faits, et ne peut détruire une organisation malheureuse. D'abord, Commis à 900 liv. chez les Sieurs Garesché & Loteau, puis à 2500 liv. chez le Sieur Duchemin, le Sieur Griot avoit moins que rien, quand le Sieur Duchemin se l'associa ; car il étoit son débiteur d'environ 1000 liv. ; & sa dette a plus que triplé depuis. (d) Il étoit sans capacité, sans industrie ; tous ceux qui l'ont connu le savent, & une simple réflexion en convaincra ceux qui ne l'ont pas connu. On n'est pas Commis à de faibles appointemens à l'âge de 40 ans, quand on n'a ni de l'industrie & du talent. Enfin, il n'avoit point de fortune, & le Sieur Duchemin en appelle encore à toutes les personnes du Port-au-Prince qui l'ont vu dans ce temps.

b) La sentence de condamnation obtenue contre la succession n'admet point de réplique.

Au surplus, le Sieur Duchemin doit cette justice : Sieur & Dame Dugatz : quand ils se sont montrés eux-mêmes, ils n'ont manqué ni à la reconnoissance ni à l'honnêteté, leur correspondance avec lui n'a rien de très-obligéant. Ils ne sont ingrats & malhonnêtes que quand ils parlent par l'organe de leurs représentans. Il ne doute point, qu'instruits par ce Mémoire de l'usage qu'on a fait de leur nom, ils ne le défavouent formellement, & ne fassent tomber sur les véritables auteurs l'injure, la honte & le poids de toutes les condamnations.

En attendant, que ces détracteurs audacieux, qui ont eu la témérité de recommander au Sieur Duchemin un examen personnel de sa conduite, sachent qu'il s'est livré à cet examen avec sévérité, qu'il ne l'a même pas borné à sa conduite dans les affaires relatives à la succession Griot, mais qu'il a cru devoir l'étendre à celle qu'il a tenue dans tout le cours de sa vie, & que jamais il ne s'est surpris en défaut, jamais il ne s'est surpris faisant des opérations équivoques, & mettant en usage, pour tromper ses engagements, des ruses dont un Négociant a le droit de rougir. Il en prend le Public à témoin. Oseroient-ils en dire autant ? ===== Signé, DUCHEMIN.

Monsieur LAMARDELLE DE GRANDMAISON
Rapporteur.

M^e DARRACQ, Avocat

Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie de MOZARD, 1788



M. Chenu

3183
1^{re} 8^{bre} 1788



24
28

ARRÊT

DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DE SAINT-DOMINGUE.

CONCERNANT les Mercuriales des Sénéchaussées &
Amirautés.

Du 1^{er} Octobre 1788.

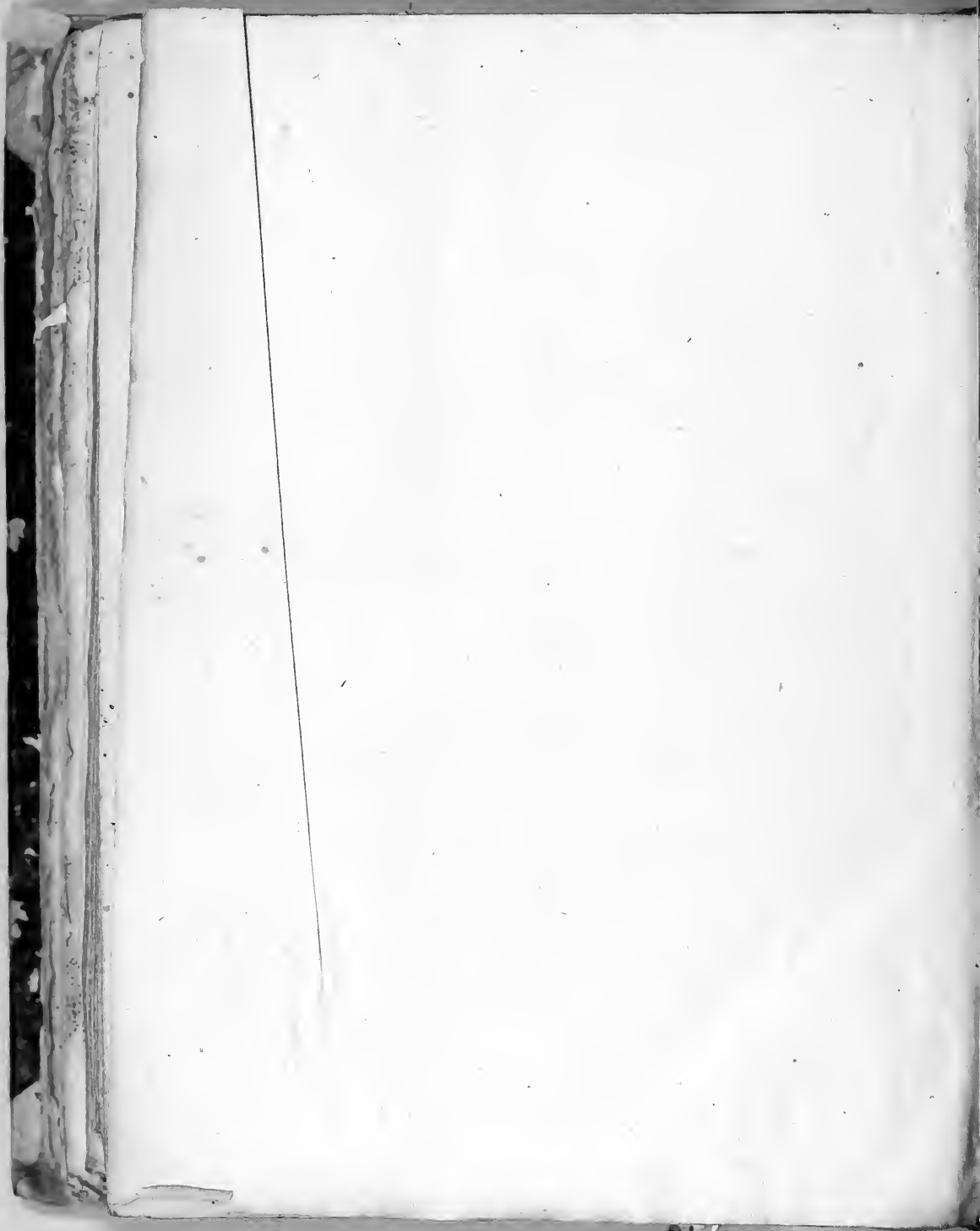
Extrait des Registres du Conseil-supérieur de Saint-Domingue.

AUJOURD'HUI 1^{er} Octobre 1788, le Conseil
assemblé en Mercuriales, les Gens du Roi y étant, le
Procureur-Général a dit :

MESSIEURS,

Par l'Ordonnance du mois de Janvier 1787, pour
l'abréviation des formes de procéder dans les Séné-
chaussées & Amirautés de la Colonie, il est ordonné
aux Greffiers de ces Jurisdictions, de remettre au
mois d'Août de chaque année, à mes Substituts, copie

A



ET 19
T 65 m
I - E
v. 7

